

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL FRANCHE-COMTE
Unité Territoriale Centre
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DREAL/I/2012 N°1324 DU 18 JUL 2012
portant agrément de la société DEPANNAGE 70
pour l'exploitation d'installations de dépollution et de
démontage de véhicules hors d'usage ("démolisseur")
sur le territoire de la commune de Frotey-lès-Lure,
n° PR 70 00003 D

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;
- le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;
- l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté préfectoral n° 1295 du 2 juin 2006 réglementant les conditions d'exploitation du chantier de récupération de véhicules usagés de la SA DEPANNAGE 70 à Frotey-lès-Lure ;
- la demande de renouvellement d'agrément, présentée le 19 décembre 2011 par la société SAS DEPANNAGE 70 concernant son site de Frotey-lès-Lure, en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage ;
- les compléments reçus en préfecture le 5 juin 2012 ;
- l'avis de l'inspection des installations classées du 13 juin 2012 ;
- l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 6 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée le 19 décembre 2011 et les compléments en date du 1^{er} juin 2012, comportent l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La SAS DEPANNAGE 70 sise 3 Impasse de la Tuilerie – BP 47 – 70200 FROTEY-LES-LURE, est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sous le numéro PR 70 00003 D ("démolisseur") sur son site.

L'agrément est délivré pour une durée de 18 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

La société SAS DEPANNAGE 70 est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral du n° 1295 du 2 juin 2006 susvisé est complété par les articles suivants :

« Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts. »

« Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. »

« Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés. »

« Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage), sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention. »

« Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. »

« Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant

- *pH compris entre 5,5 et 8,5*
- *Matières en suspension totales inférieures à 35 mg/l*
- *Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l*
- *Plomb inférieur à 0,5 mg/l. »*

**CAHIER DES CHARGES
ANNEXE À L'AGREMENT N° PR 70 00003 D**

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigels et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin, sont retirés.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage, dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3°/ Traçabilité

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ Réemploi

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché, sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5°/ Dispositions relatives aux déchets (si elles ne figurent pas déjà dans l'arrêté d'autorisation)

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6°/ Communication d'information

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

7°/ Contrôle par un organisme tiers

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001, ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « *traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants* » déposé par SGS Qualicert ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

ARTICLE 4

L'article 15.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1295 du 2 juin 2006 est modifié comme suit :
« Les installations sont alimentées à partir du réseau urbain d'eau potable pour une consommation annuelle de 750 m³ ».

ARTICLE 5

La SAS DEPANNAGE 70 à FROTEY-LES-LURE est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Besançon) :

1 - par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui est notifié ;

2 - par les tiers, personnes physiques et morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Cette requête doit être accompagnée de la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Frotey-lès-Lure par les soins du maire pendant une durée minimale d'un mois. Il sera déposé en mairie où il pourra être consulté.

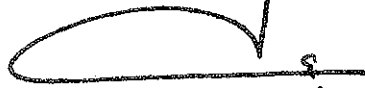
Un extrait de cet acte sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LURE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture et dont une copie est notifiée à :

- M. JACQUOT - SAS DEPANNAGE 70 - 3 Impasse de la Tuilerie - BP 47 - 70201 FROTEY-LES-LURE ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté à Besançon,
- au chef de l'unité territoriale centre de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté, à Vesoul.

Fait à Vesoul, le 08 JUL 2012
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lure,



Didier DORÉ

